

Francis Van de Woestyne

ÉTATS D'ÂME

GRANDS ENTRETIENS

Salvatore ADAMO Benoît LENGELÉ

Florence AUBENAS Bernard-Henri LÉVY

Tahar BEN JELLOUN Pierre MARCOLINI

Rachid BENZINE Philippe MAYSTADT

Pascal BRUCKNER Louis MICHEL

Francis CABREL Louise MUSHIKIWABO

François CHENG Docteur Denis MUKWEGE

Alexander DE CROO Khadja NIN

Alain DELON Amélie NOTHOMB

Delphine DE VIGAN Daniel PENNAC

Alain DUHAMEL Éric-Emmanuel SCHMITT

Simon GRONOWSKI Gabriel RINGLET

Guy HAARSCHER Nick RODWELL

François HOLLANDE Michel SERRES

Delphine HORVILLEUR Anne SINCLAIR

Latifa IBN ZIATEN Camille THOMAS

Jean-Claude JUNCKER Françoise TULKENS

Jack LANG Lambert WILSON

Ouvrage publié avec l'aide
de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Mise en page : Mélanie Dufour
© Les Impressions Nouvelles – 2022
www.lesimpressionsnouvelles.com
info@lesimpressionsnouvelles.com

Francis Van de Woestyne

États d'âme

LES IMPRESSIONS NOUVELLES

*« L'esprit se meut, l'âme s'émeut ;
l'esprit raisonne, l'âme résonne »*

François Cheng

Paris, 3 janvier 2017. Ce soir, la Brasserie Bofinger fait salle comble. Aux tables voisines, les conversations sont animées. À la nôtre, un vide. Victor, notre fils, mort accidentellement le 4 novembre 2016. Il avait treize ans. Il aimait Paris, les boulevards, les bars, les restos, les expos. Prendre le métro. Arpenter les Champs-Élysées. Se dévisser le cou pour admirer la Tour Eiffel.

L'été, nous lui avons fait une promesse : revoir la ville illuminée lors des fêtes de fin d'année.

Victor ne reverra jamais Paris.

Il n'est plus là. Plus jamais là.

Nous avons maintenu notre réservation, sans trop savoir si nous aurions la force d'y aller. Cette force, nous la retrouvons grâce à ceux qui ont l'immense tendresse de nous accompagner, comme des tuteurs de parents perdus dans cette ville.

Ce soir-là, nous nous réfugions dans cette brasserie accueillante, bruyante, où la vie continue. La conversation sillonne. Gorges encore nouées, sans trop savoir ce qui nous attend.

Comment vivre, survivre, se réinventer? Journaliste, obsédé par la dernière information politique, je n'envisage pas de poursuivre cette route. Impossible. Monte aux lèvres comme un dégoût. Si pas de la vie, du moins de cette course à l'immédiateté. Tout cela semble tellement vain. Sans lendemain. Du moins, tel est mon état d'esprit. Est-il encore possible de trouver du sens dans un métier qui perd peu à peu son âme? « Âme » : le mot est sorti de la bouche d'un des amis

États d'âme

présents. Voilà l'issue, peut-être. En tout cas une possibilité. Chercher l'âme. Mais qu'est-ce que l'âme ?

L'heure avance. La brasserie s'est vidée. L'idée de me détacher de l'actualité et de me consacrer désormais à chercher les âmes prend corps. Même si cela n'advient pas, la soirée se termine avec ce projet. Nom de code : L'âme en coulisse.

Retour au journal, *La Libre Belgique* à Bruxelles, où je travaille depuis près de quarante ans. Le projet «Âme» est accepté. L'âme en coulisse devient *États d'âme*. Je vais désormais consacrer mon temps à sonder les âmes. Les premières personnes contactées, dans mon vivier professionnel, hommes et femmes politiques belges, se prêtent volontiers au jeu. D'abord simples conversations, ces entretiens prennent corps. Lors de ces rencontres, je cherche à comprendre les fondements de l'engagement, les motivations des personnalités dans leur travail, dans leur vie. J'aime savoir ce qui les a construits. Lors de ces rencontres, je m'attarde aussi sur la vie spirituelle de mes invités et invitées : quel est, pour eux, le sens de la vie, de la mort. Il ne s'agit nullement de fouiller dans la vie privée, ni de trouver la formule choc, le propos belliqueux, le mot qui fera le buzz sur les réseaux sociaux. Mais de chercher l'homme ou la femme derrière l'œuvre ou l'action.

Très vite, l'envie de sortir du journalisme politique, mon terrain de prédilection, se fait sentir. Je veux élargir mon horizon : philosophes, écrivains, artistes, comédiens, chanteurs, sportifs, scientifiques, avocats, médecins, femmes et hommes au destin particulier, une mère qui a perdu son fils dans un attentat, un déporté qui s'est évadé dans le train qui le menait à Auschwitz... Je les invite à se raconter, je les pousse à évoquer les valeurs qui les animent, je les confronte aux défis de notre temps. Je suis fasciné par leur savoir, leur culture, j'écoute leur colère, j'enregistre leur engagement. Je note ce qui tous et toutes les transcende : les doutes.

Avant-propos

Ces conversations sont l'exact opposé des réseaux sociaux : ici, nous prenons le temps, nous cherchons la profondeur, nous fuyons la violence pour chercher ce qui rassemble les êtres humains, les hommes et les femmes. Car tous et toutes le proclament : la bonté est bien plus répandue qu'on ne le croit. Mais souvent, il faut aller chercher sous d'épaisses couches d'indifférence ou de violence.

Je prépare ces rencontres pendant des jours, des semaines parfois. J'avale les livres, je relis les interviews, écoute des podcasts, j'interroge amis, collègues. Il n'est pas une rencontre à laquelle je n'arrive stressé, comme lors de mes débuts dans ce métier. Parfois, ces entrevues se prolongent pendant des heures. Je mets plusieurs jours à réécouter, à reconstituer l'entretien lorsque le fil de la conversation s'est perdu. Certains invités demandent une relecture. À d'autres, je l'ai spontanément proposée. Non pour me soumettre à leur bon vouloir mais pour être au plus près de leur vie, de leurs émotions.

Chaque entretien est précédé d'un texte qui raconte les coulisses, la manière dont la rencontre s'est déroulée.

Au total, en quatre ans, plus de quatre-vingts rencontres. Publiées une à deux fois par mois dans le quotidien *La Libre Belgique* et déclinées sur le site lalibre.be.

Les responsables du journal ont généreusement accepté que ces textes soient rassemblés dans un livre. Mon éditeur, Benoît Peeters, m'a laissé la périlleuse tâche d'en sélectionner une première fournée. Difficile, impossible, cruel. Mais il a bien fallu trancher. Mon vif espoir est qu'une deuxième édition me permette de faire découvrir les autres. Voici donc les premiers entretiens, ici rassemblés, par ordre chronologique et, au sein de chaque année, par ordre alphabétique.

À Victor.

Francis VdW

Salvatore ADAMO, chanteur
Florence AUBENAS, journaliste,
écrivain
Tahar BEN JELLOUN, écrivain
Rachid BENZINE, islamologue
Pascal BRUCKNER, philosophe
Francis CABREL, auteur, compo-
siteur, interprète
François CHENG, philosophe
Alexander DE CROO, Premier mi-
nistre belge
Alain DELON, acteur
Delphine DE VIGAN, écrivain
Alain DUHAMEL, journaliste
Simon GRONOWSKI, évadé du train
le conduisant à Auschwitz
Guy HAARSCHER, philosophe
François HOLLANDE, ancien pré-
sident de la République française
Delphine HORVILLEUR, rabbin
Latifa IBN ZIATEN, responsable
d'Imad, association créée à la
mémoire de son fils
Jean-Claude JUNCKER, ancien
président de la Commission
européenne
Jack LANG, ancien ministre de la
Culture, Président de l'Institut
du monde arabe
Benoît LENGELÉ, médecin, a réalisé
la première greffe totale de visage

Bernard-Henri LÉVY, philosophe
Pierre MARCOLINI, maître chocolatier
Philippe MAYSTADT, ancien pré-
sident de la Banque européenne
d'investissement
Louis MICHEL, ancien commissaire
européen, ancien ministre belge
des Affaires étrangères
Louise MUSHIKIWOBO, secrétaire gé-
nérale de l'Organisation interna-
tionale de la Francophonie
Docteur Denis MUKWEGE, chirur-
gien, Prix Nobel de la Paix
Khadja NIN, chanteuse
Amélie NOTHOMB, écrivain
Daniel PENNAC, écrivain
Éric-Emmanuel SCHMITT, écrivain,
acteur
Gabriel RINGLET, prêtre, écrivain
Nick RODWELL, administrateur-dé-
légué de la société Moulinsart
Michel SERRES, philosophe et histo-
rien des sciences
Anne SINCLAIR, journaliste
Camille THOMAS, violoncelliste
Françoise TULKENS, juge à la Cour
européenne de Justice
Lambert WILSON, acteur

En 2017

Alain Delon

« La mort, il m'arrive d'y penser, même de la désirer »

ALAIN DELON

Acteur

Né le 8 novembre 1935 à Sceaux

Rien ne prédestinait au cinéma celui qui en est devenu un véritable mythe. C'est le hasard des rencontres qui l'amène devant la caméra. Yves Allégret lui offre son premier rôle, en 1957, dans *Quand la femme s'en mêle*. Suivent soixante ans de carrière et plus de nonante films.

Alain Delon s'est aussi consacré au théâtre, est apparu dans plusieurs séries à la télévision et a réalisé quelques films.

Il reçoit le César du meilleur acteur en 1985, pour son rôle dans *Notre histoire* de Bertrand Blier.

En 2019, le festival de Cannes lui décerne une Palme d'honneur pour l'ensemble de sa carrière.

Liège. En ce début mai, un air glacial se faufile entre les belles maisons historiques du Mont-Saint-Martin. L'une d'entre elles a été transformée en un hôtel design.

J'arrive trop tôt. Une habitude, un défaut. Un peu stressé. On m'a prévenu dix fois. Par mail, par téléphone. Il n'est pas facile de l'interviewer. J'ai « négocié » vingt minutes en tête-à-tête alors que le timing initial prévoyait soit dix minutes d'entretien, soit une conférence de presse. Car il se méfie de la presse. Il a eu quelques mauvaises expériences. La veille encore, Emmanuelle, l'attachée de presse, souriante et efficace, m'a prévenu : j'aurai droit à quinze minutes, pas plus. Mais il peut encore annuler. Michel, le photographe, est déjà

Alain Delon

dans le hall. Je lui explique : il y a de fortes chances pour qu'il refuse toute photo. Une seule séance officielle est prévue à 17 heures, au festival du film policier de Liège, dont il est l'invité d'honneur. Que faire ? Attendre. On verra bien.

Onze heures. Emmanuelle descend avec l'homme de confiance de l'acteur. Ensemble, ils passent en revue le programme de la journée, visiblement trop chargé. Il faudra raccourcir les entrevues, regrouper les journalistes. Hésitations. On y va ? N'y va pas ?

Nous montons au premier étage, où se trouve la suite royale. Palabres. Toc, toc. L'homme de confiance entre et revient quelques secondes plus tard. « Entrez. »

Nous sommes dans une grande pièce. À droite, une table ; à gauche, un confortable salon de velours rouge. En face, une magnifique vue sur Liège. D'ici, la ville est très belle. Je prépare mon enregistreur, ma feuille de questions. J'entends ses pas, dans la chambre voisine. Alain Delon arrive : cheveux blancs, jeans, chemise bleue ouverte. Un sourire matinal. Franche poignée de main. Il est, comment dire ? un peu hésitant. Presque timide. Moi aussi.

« "La Libre Belgique" ? Bon, bon. Ah, un photographe ? »

Nous sommes assis dans les fauteuils rouges. Emmanuelle en retrait, son homme de confiance à la table. Michel commence discrètement son travail. Je déplie ma feuille de questions soigneusement préparées avec Fernand Denis, journaliste cinéma à *La Libre*.

« Oh là, toutes ces questions ! », s'étonne Delon.

Il se tourne, inquiet, vers Emmanuelle qui le rassure.

Je pose ma première question. La deuxième, la troisième. Doucement, je sens son intérêt grandir. Je remercie Fernand Denis de m'avoir aidé : mon questionnaire est sans doute différent des interrogations *people* auxquelles il est souvent confronté. Nous évoquons les grands moments de sa carrière.

États d'âme

« Comédien », « acteur » ou « star »... il aime les subtilités. La conversation prend.

Mon questionnaire *États d'âme* veut que je l'entraîne sur sa vie spirituelle. Il répond. Dieu, Marie. Oui, il prie. Puis nous parlons de la mort...

« Qu'y a-t-il après la mort ? » Il répond :

« Je ne sais pas. Quand j'y serai, je vous le dirai... »

Spontanément, sans réfléchir, de manière incontrôlée, je réplique :

« Vous direz bonjour à mon fils... »

Il se fige. Me fixe de ses yeux bleus intenses. Je ne sais plus que dire, que faire. Il s'avance vers moi et me prend la main. De l'autre, il caresse mon avant-bras. Personne ne dit rien. Le photographe s'est arrêté. Je sens sa main fraîche, je me dis que je n'aurais pas dû.

« Quelle horreur... ! Quel âge avait-il ? Avez-vous d'autres enfants ? Racontez-moi... »

Je sens monter en moi un océan de larmes. Il le voit. Serre ma main plus fort. Je raconte en quelques mots. Il n'a pas lâché ma main. Comme s'il voulait prendre une partie de mon immense chagrin, de mon indicible douleur. Cela ne dure que quelques instants, mais ce moment me bouleverse. L'homme qui cherche à m'aider n'est plus la légende du cinéma français, c'est un père. Tout simplement.

Vaille que vaille, je reprends le fil de mes questions. L'une d'elles : « Quel serait votre plus grand malheur ? » Là encore, il s'arrête. Nos regards se touchent. Il ne veut pas répondre. Je devine qu'il veut éviter les mots que je redoute. Il lève les bras, les tend vers moi, reprend mes mains. Son plus grand malheur, c'est le mien : perdre un enfant.

Je continue, plus assuré, comme allégé par son empathie. Voilà, c'est fini. Emmanuelle me tend son chronomètre : 24 minutes...

Alain Delon

Je sens qu'il voudrait dire encore quelque chose. Il hésite. Me prend à nouveau les deux mains qu'il serre très fort. Longuement. Il dit : « Bon courage. »

La vie est faite de rencontres. Celle-là, je ne l'oublierai pas.



Vous souvenez-vous du moment, de l'instant, où vous vous êtes dit : je serai acteur ?

Je ne me le suis jamais dit. Je ne m'étais jamais imaginé faire du cinéma : c'est le cinéma qui est venu me chercher. J'étais charcutier, comme mes parents. Après, je suis parti faire la guerre en Indochine. Lorsque je suis rentré, j'avais vingt-deux ans. Il paraît que j'étais très beau, que toutes les femmes étaient amoureuses de moi...

Vous n'aviez pas conscience de votre physique, de l'attrait que vous suscitiez ?

Honnêtement, je n'y pensais pas. J'étais loin du cinéma. J'ai fait du cinéma à cause de et par les femmes. Voilà.

Votre filmographie, exceptionnelle, est-elle traversée par un fil rouge ? Y a-t-il une continuité dans les rôles que vous avez choisis, interprétés ?

Il ne peut pas y avoir une continuité : il y a des rôles qui arrivent et que vous n'attendez pas. Pour qu'il y ait ce fil rouge, il faudrait le vouloir, il aurait fallu que je choisisse tout. Mais je n'ai pas tout choisi. Certains rôles, oui. Pour d'autres, ce sont les réalisateurs qui m'ont choisi. J'ai interprété beaucoup de rôles qui ont l'air de se suivre mais il est évident qu'il y a une différence entre *Monsieur Klein*¹ et *Zorro*².

1. Joseph Losey, 1976.

2. Duccio Tessari, 1975.

États d'âme

Au cours de votre carrière, vous avez travaillé avec Visconti, Clément, Melville, Antonioni... les plus grands. Quel est le point commun entre ces géants du 7^e art?

La direction d'acteurs. Ces gens-là étaient d'abord de grands directeurs d'acteurs. Ils l'étaient parce qu'ils n'étaient pas eux-mêmes des acteurs.

Pour vous, un acteur est différent d'un comédien car son charisme est tel qu'il reste « lui-même » lorsqu'il interprète un rôle. Cela a-t-il limité vos choix?

Être comédien, c'est une vocation, un métier qu'on veut apprendre. On décide dans sa jeunesse qu'on veut devenir comédien, on suit des cours, le conservatoire. C'est la formation de la comédie. Cela prend des années avant d'être un bon comédien comme Francis Huster ou Jean-Paul Belmondo, par exemple. Ensuite, il y a des acteurs, comme moi, comme Gary Cooper ou même Bernard Tapie : nous sommes des accidents. Ce sont des gens qu'on a pris un jour pour leur personnalité, forte en général, et que l'on a mis au service du cinéma. La différence essentielle est que le comédien joue un rôle, tandis que l'acteur vit son rôle.

Et la star, qu'est-ce que c'est?

Cela n'a rien à voir. La star, c'est le public qui la crée. Ce n'est pas vous qui décidez de devenir une star, c'est le public, c'est l'audience.

Quels sont les films pour lesquels vous aimeriez qu'on se souvienne de vous? Et pour quelles raisons?

Je n'aime pas faire de différences entre les films. À part un ou deux que j'ai tournés et qui étaient moins bons. Pour moi, l'essentiel, c'est *Rocco et ses frères*, *Plein soleil*, *Le Guépard*, *La Piscine*³.

3. Luchino Visconti, 1960; René Clément, 1960; Luchino Visconti, 1963 et Jacques Deray, 1969.

Alain Delon

Vous avez rencontré Jean Gabin très jeune, lors du tournage de Mélodie en sous-sol⁴. Avez-vous entretenu un lien filial avec lui?

Après plusieurs années, oui, absolument. Il m'appelait « le môme ». Au début, j'étais pétrifié. Je lui avais été présenté par Henri Verneuil. Je me souviens de notre première rencontre. Verneuil lui a dit : « Voici le petit jeune dont je t'ai parlé. » Gabin s'est levé et m'a dit : « Bonjour monsieur. »

Gabin fut présent à toutes les étapes de sa vie avec des films majeurs. Refusez-vous de vieillir à l'écran? N'y a-t-il aucun projet, suffisamment valable, qui vous ait attiré ces derniers temps?

Ce ne sont pas les projets ou le manque de projets qui m'ont fait rester un peu en retrait. C'est moi, c'est la vie que je mène, c'est l'âge, c'est plein de choses. J'ai toujours eu la chance de faire ce que je voulais faire, avec qui je voulais le faire et comment. C'est une chance inouïe.

Avez-vous des héritiers dans le cinéma d'aujourd'hui?

J'ai ma fille, Anouchka, et mon fils, Anthony, évidemment. J'ai toujours été passionné par les dynasties. Mon rêve, encore maintenant, c'est de créer une dynastie, qu'on puisse dire : c'est un Delon, c'est une Delon.

En dehors de la dynastie, quels sont les acteurs en qui vous vous reconnaissez?

Vincent Cassel.

Hormis Astérix aux Jeux olympiques⁵, vous avez disparu du grand écran au XXI^e siècle. Avez-vous quitté le cinéma ou est-ce le cinéma qui vous a quitté?

C'est moi qui ai quitté le cinéma, délibérément. J'ai eu une carrière exceptionnelle au cinéma. J'ai aussi organisé des combats de boxe. Les boxeurs ont toujours peur de faire « le combat de trop ». Et je ne veux pas faire « le film de

4. Henri Verneuil, 1963.

5. Frédéric Forestier et Thomas Langmann, 2008.

États d'âme

trop ». Je prendrai donc prochainement ma retraite, après avoir tourné un film, sous la direction de Patrice Leconte, avec comme partenaire Juliette Binoche, une merveilleuse actrice qui me plaît beaucoup.

Allez-vous encore au cinéma ?

Non.

Jamais ?

À Paris, il m'est difficile d'aller au cinéma. Je regarde les films qui me plaisent à la télévision. Il m'arrive de visionner d'anciens films chez moi.

Y a-t-il des cinéastes dont vous aimez suivre le travail ?

Aujourd'hui ? Non. La seule chose qui me manquera, c'est de n'avoir pas tourné sous la direction d'une femme. Pourtant, je le leur ai dit. J'aurais rêvé de tourner sous la direction d'une femme avant d'arrêter.

Au cours de toutes ces années de travail et encore maintenant, comment vous ressentez-vous ? Où est votre jardin secret ?

Dans ma campagne, à Douchy, dans le Loiret : 55 hectares avec mes animaux, mes chiens.

En quoi croyez-vous : en l'homme, en Dieu ?

En l'homme, pas beaucoup. En Dieu, non. Mon vrai personnage, c'est Marie, je suis amoureux de Marie. Je prie et je parle à Marie. J'aime son fils.

Vous arrive-t-il de penser à la mort ?

Elle ne me fait pas peur du tout. Non seulement il m'arrive d'y penser, mais il m'arrive de la désirer.

Ah ?

Ne faites pas ces yeux-là ! Compte tenu de ce que j'ai connu, de l'époque dans laquelle on vit, je me dis que je n'en ai plus rien à foutre de partir. J'ai envie de partir parce que cela me dégoûte. Cette époque n'est plus la mienne.

Qu'y a-t-il après la mort ?

Je ne peux pas vous le dire. Je n'y crois pas. Je ne sais pas. Je vous le dirai quand je serai là-haut.

Alain Duhamel

« Le niveau de la classe politique a baissé »

ALAIN DUHAMEL

Journaliste et essayiste

Né le 31 mai 1940 à Caen

Après des études de sciences politiques et un troisième cycle, il s'engage dans le journalisme et ne l'a jamais quitté depuis.

Il est journaliste, chroniqueur et éditorialiste dans la presse écrite et à la radio.

Il a animé et coanimé de grandes émissions et de grands débats politiques et possède sa propre émission, *Face à Duhamel* sur BFM Story (17-19 heures).

Alain Duhamel a exercé aussi diverses charges d'enseignement.

Essayiste reconnu, il a publié plus d'une trentaine d'ouvrages dont *Les Peurs françaises* (Flammarion 1993), prix de l'essai de l'Académie française, *Une ambition française* (Plon, 1999), pour lequel il obtient le prix du Meilleur livre politique.

Alain Duhamel est membre de l'Académie des sciences morales et politiques depuis le 10 décembre 2012.

Paris, sixième arrondissement, à deux pas du jardin du Luxembourg.

Il nous reçoit au troisième étage de ce bel immeuble haussmannien. Ici, tout est ordre et beauté. Le mobilier, empire. Un piano quart-queue, l'instrument de sa femme, musicienne, trône dans le salon.

Depuis un demi-siècle, Alain Duhamel scrute, analyse, décortique tous les événements politiques de la France, ce pays dont il aime la grandeur, l'influence et la langue. Il est sans doute l'observateur préféré des Français : à la radio, à la télévision, dans ses chroniques, il rassure. Avec lui, les Français

États d'âme

savent qu'ils pourront enfin comprendre ce que d'autres se contentent de dire. C'est là son art : prendre du recul pour analyser, contextualiser. Ses confrères se précipitent pour être les premiers. Lui prend son temps. C'est pour cela qu'on l'attend.

Il est, avec Franz-Olivier Giesbert, un des maîtres du journalisme politique. À FOG, la fougue. À Duhamel, la passion... pour la modération. Sa mémoire est exceptionnelle. Son métier ne l'a pas empêché d'avoir des coups de cœur. En 1955 déjà, il fréquentait Mendès France. Il fut séduit par Giscard, puis Barre. Mais aussi Jospin. Éloigné des idées de Mitterrand, il appréciait cependant leurs joutes verbales. Et Hollande l'a amusé autant que déçu. Nous verrons avec Macron¹.

On l'écouterait pendant des heures. Mais une heure d'interview c'est, pour lui, une heure prise sur son précieux temps de lecture : au moins six par jour. Cet entretien nous donnera l'envie de relire l'un de ses livres. Difficile de choisir. Je prendrais bien son *Histoire personnelle de la V^e République*² : un régal.



Quelles sont vos origines familiales ?

Je suis né à Caen. La famille de mon père était bourgeoise, catholique, conservatrice, traditionaliste. Mon grand-père était magistrat. La famille de ma mère, au contraire, était laïque, radicale, une famille de négociants à Abbeville. Dans cette branche de la famille, il y avait des protestants. J'ai été élevé dans la religion catholique de façon parfaitement classique. Mais, à onze ans, j'ai été choisi par la

1. Depuis Alain Duhamel a publié *Emmanuel le Hardi*, Paris, éditions de l'Observatoire, 2021.

2. Paris, Plon, 2014.

Alain Duhamel

paroisse pour la représenter dans une espèce de concours organisé par l'archevêque de Paris. Lors de l'oral, après un quart d'heure, un chanoine a déclaré, d'un air horrifié, que j'étais protestant. Le hasard a fait que je me suis marié avec une protestante : je me suis marié au temple, mes enfants ont été baptisés au temple. Il n'y a pas d'obsèques protestantes dans les temples mais bien une petite cérémonie : la mienne est déjà organisée.

On vous imagine élève modèle, surdoué, vivant une jeunesse bien cadrée, sans excès...

Je travaillais assez facilement, en effet. Mais je vivais dans une famille nombreuse, un peu tumultueuse. Moi, j'étais plutôt à l'écart car je lisais tout le temps. J'ai eu un accident de voiture très grave quand j'avais seize ans et demi. Pendant deux ans, j'ai été incapable de suivre des études : j'ai dévoré presque mille livres. Je ne faisais que cela : lire, lire, lire, du matin au soir. Deux fois par semaine, j'allais à la bibliothèque municipale avec ma mère et, par dérogation, on m'autorisait à prendre deux fois plus de livres que cela n'était prévu.

Vous vous êtes très tôt intéressé à la politique : vous aviez été impressionné par un discours de Pierre Mendès France...

Oui, lors de la campagne pour les élections législatives en 1955, il y avait un front républicain derrière Pierre Mendès France. Je l'écoutais à la radio. Cela me passionnait et m'agaçait aussi : je trouvais que les journalistes qui l'interrogeaient étaient trop politiciens et ne s'intéressaient pas assez aux idées.

Le journalisme n'était pas votre premier choix.

Non. J'ai d'abord espéré faire Normale Sup et une agrégation d'histoire. Mais, intéressé par la politique, j'ai fait Sciences Po, le troisième cycle, etc.

États d'âme

Lorsque l'envie de pratiquer le journalisme fut bien ancrée en vous, vous avez téléphoné directement à Jacques Fauvet, rédacteur en chef du Monde, dans l'espoir d'obtenir un stage. Quel culot...

J'étais bien élevé mais audacieux aussi. J'ai eu de la chance. Un garçon devait commencer un stage le lendemain matin au *Monde* mais ses parents venaient d'appeler Jacques Fauvet pour lui annoncer que leur fils s'était cassé la jambe. Fauvet avait le choix entre reprendre la pile des candidatures ou prendre l'audacieux qui l'appelait. Il a choisi la deuxième solution. J'ai fait plusieurs stages au *Monde* et l'on m'a confié une chronique avant même que j'aie terminé mes études. J'avais vingt-trois ans. Jacques Fauvet m'a ensuite proposé de travailler avec lui sur l'histoire du Parti communiste. Cela m'a valu de collaborer à d'autres journaux.

Très vite, vous avez débuté une carrière à la télévision avec votre complice Michel Bassi.

C'était l'époque de Chaban-Delmas ; il y avait une volonté d'ouverture à la télévision. Pierre Desgraupes, le directeur de l'information de l'ORTF, nous a proposé à moi et Michel Bassi, rédacteur en chef politique du *Figaro*, d'animer l'émission politique, *À Armes égales*. C'était un nouveau coup de chance : j'avais à peine trente ans.

Mais l'interventionnisme politique était constant.

Il y avait une conception « préfectorale » de l'information et le pouvoir considérait qu'il devait avoir une influence sur la télévision publique. Desgraupes a quasiment inventé l'autonomie rédactionnelle à la télévision et nous étions la figure de proue qu'il agitait. À l'époque, l'opposition était mal traitée par la télévision. Notre émission, dont le principe était de faire s'affronter deux personnalités, l'une de

Alain Duhamel

la majorité, l'autre de l'opposition, a bousculé les codes et recueilli une belle audience.

L'émission a disparu au bout de trois ans...

En 1972, à quatre mois des élections législatives, nous avons organisé un duel entre Edgard Faure, ministre des Affaires sociales, et Gaston Deferre, député-maire de Marseille et président du groupe socialiste. Tout le monde s'attendait à ce qu'Edgard Faure taille en pièces Gaston Deferre. C'est tout le contraire qui s'est passé : Deferre a été dix fois meilleur. La majorité ne l'a pas supporté et l'émission a été supprimée alors que le mois suivant, en janvier 1973, était déjà programmé un débat Giscard-Mitterrand qui n'a pas eu lieu.

Mais vous les avez quand même réunis pour le premier duel télévisé de l'entre-deux-tours en 1974...

Michel Bassi et moi avons été voir les trois candidats principaux (Chaban, Giscard et Mitterrand). On les a convaincus un à un. Giscard très facilement, les deux autres très difficilement car ils savaient qu'ils n'étaient pas bons à la télévision. Dès qu'on a eu leur accord, nous sommes allés voir le président de l'ORTF pour lui proposer le duel de l'entre-deux-tours.

Pensez-vous que la petite phrase de Giscard « Vous n'avez pas le monopole du cœur », a fait la différence ?

Personne ne pourra jamais le démontrer. Mais c'était le premier duel télévisé suivi par vingt-cinq millions de personnes. C'était la campagne présidentielle la plus courte (moins d'un mois) qui faisait suite au décès de Georges Pompidou : le duel prenait un relief particulier. Et la veille de l'émission, les sondages les mettaient à 50-50. À l'arrivée, cela a été l'élection gagnée par la marge la plus faible : 50,8 contre 49,2. Et cette phrase de Giscard a pris

États d'âme

François Mitterrand à contre-pied, lui qui voulait incarner la générosité sociale. C'était audacieux et cela a marché.

La plupart des journalistes qui ont débuté avec vous ont disparu ou sont à la retraite depuis bien des années. Qu'est-ce qui explique votre longévité?

La passion. Si j'étais raisonnable, je serais à la retraite.

Votre marque de fabrique, c'est la passion de la modération. Vous êtes plus analyste que polémiste.

Ma thèse a toujours été que pour être modéré il faut plus d'acharnement, de talent et de travail pour arriver à faire passer des idées que lorsqu'on est polémique, excessif ou simplement très engagé. J'ai aussi enseigné à Sciences Po, j'ai été maître de conférences, directeur de séminaires, professeur... J'ai donc toujours été d'abord passionné par les faits et les personnages et non par des passions idéologiques. Cela ne veut pas dire que je n'ai pas de préférences. Mais il est sans doute plus difficile de me mettre une étiquette qu'à d'autres...

Vous avez quand même eu des coups de cœur pour certains hommes politiques...

Oui, bien sûr. Chronologiquement, d'abord pour Pierre Mendès France. J'ai été très lié avec lui. J'ai passé quasiment Mai 68 à son domicile : il voulait être entouré de quelques jeunes pour réagir de façon différente de celle de sa génération. On s'est beaucoup vu : il avait une propriété dans le Gard, la famille de ma femme aussi. Nous alternions les invitations chez lui puis chez nous. À la fin de sa vie, il me faisait relire les manuscrits de ses livres avant de les envoyer chez Gallimard. Ensuite, j'ai été très intéressé par l'action de Giscard d'Estaing, pendant ses deux premières années quand il a vigoureusement modernisé la société. J'aimais beaucoup Raymond Barre, j'ai été très ami avec lui. Avec François Mitterrand, nous avons des différends absolus

Alain Duhamel

en matière économique. Mais l'économie ne l'impressionnait pas particulièrement. Des désaccords politiques aussi. Mais nous avions des relations fréquentes. Il écoutait mes éditoriaux sur Europe 1. Quand il n'était pas content, il me faisait appeler et nous nous expliquions au petit déjeuner. J'avais aussi beaucoup d'amitié pour Lionel Jospin, comme Premier ministre. Il avait le sens de l'autorité.

Ce sont surtout des sympathies personnelles...

Oui, mais cela ne se traduisait pas par des engagements professionnels. Il y a eu aussi François Bayrou, surtout grâce à ma conviction la plus profonde : celle en faveur de l'Europe. J'ai été très triste de la manière dont François Hollande a mené son quinquennat, la non-incarnation de la présidence. Mais en même temps, c'est quelqu'un d'extrêmement intelligent et sympathique.

Le métier de journaliste politique a beaucoup évolué, vous regrettez souvent cette « folie de l'immédiateté » des réseaux sociaux...

Je considère que c'est une concurrence nouvelle, ce qui est plutôt stimulant. Mais je continue à creuser mon sillon en essayant de garder mon sang-froid, de favoriser l'examen approfondi, la connaissance historique. Je ne cherche pas à réagir le premier sur l'instant, mais à évaluer les événements avec recul, mieux, je pense, que ceux qui se précipitent sur les réseaux sociaux. Les réseaux sociaux, c'est l'instantanéité, la polémique, je pense qu'il faut y résister. Il y aura un usage des réseaux sociaux. Les Français apprendront à connaître les codes et à prendre plus de distance par rapport à ces instruments. Il y a eu un usage de la radio, de la télévision. Il faut plus de circonspection, la volonté de comparer davantage et le sentiment que ce qui est dit de péremptoire et d'instantané n'est pas nécessairement ce qui est le plus réel.

Écrivez-vous toujours vos chroniques au stylo ?

États d'âme

Oui, toujours. Et je n'utilise jamais Internet. À quoi bon ?
Tout est dans les livres.

Lisez-vous vraiment six heures par jour ?

Ah ça, oui ! En vacances il m'arrive de lire presque un livre par jour. Plus mes journaux dont la lecture me prend deux bonnes heures chaque jour. C'est un besoin. Certains doivent marcher. Moi je dois lire. C'est très compliqué quand nous voyageons. Donc, nous voyageons très peu.

Mais vous pourriez lire les journaux sur une tablette.

Ah non ! Le papier...

À quelle heure commencent vos journées ?

Avant, je me levais tous les jours à 5 heures. À présent, c'est 6 heures et demie. Je travaille jusqu'à vingt heures. Après, je me remets à lire.

D'autres délasséments ?

L'opéra. Je pratique toujours le tennis, chaque semaine, avec un professeur qui a mon âge. Bizarrement, je suis arrivé à améliorer ma technique après cinquante ans. Ceux qui m'écrasaient avant n'y arrivent plus. La technique m'a permis de compenser l'inéluctable dégradation physique.

Où vous ressourcez-vous ?

Dans notre maison à l'île d'Yeu. Et dans les Cévennes, dans le village où se trouve la maison de famille de ma femme, à Monoblet. C'est à Monoblet que je reposerai : nous avons acheté une concession. La tombe est déjà creusée... Et je vais la visiter une ou deux fois par an. Tout est prêt.

Vous avez déjà failli mourir plusieurs fois...

À seize ans et demi, j'ai eu ce grave accident de voiture. En salle d'opération, au moment où l'on m'endormait, j'ai entendu le chirurgien dire que j'avais une chance sur trois de m'en sortir. Ma première présence sur un écran date de cette époque : l'image de ma cage thoracique a été projetée lors de plusieurs congrès car c'était une opération d'un

Alain Duhamel

type nouveau qu'ils venaient de réussir. Par la suite, je suis passé assez près, quelques fois.

Vous pensez donc parfois à la mort ?

Je n'ai aucune envie d'avoir à subir une dégradation physique et à éprouver des douleurs. Mais la mort ne me fait pas peur.

Qu'y a-t-il après la mort ?

Un grand repos dont j'espère qu'il sera peuplé de livres.

Quel est le sens de la vie ?

C'est un privilège formidable dont il faut tâcher de se montrer digne. Je crois beaucoup à l'éthique de la responsabilité. Chez les protestants, il y a un grand sens de la responsabilité individuelle et une grande liberté de conscience. On peut sympathiser avec un pasteur ou s'en passer, ce qui est mon cas. L'Église protestante n'est pas un intermédiaire entre Dieu et le croyant tandis que l'Église catholique a toujours fonctionné comme intermédiaire entre le ciel et les hommes. Chez les protestants, l'Église est une communauté et non une hiérarchie.

Vous n'aimiez guère Benoît XVI. Et le pape François ?

Benoît XVI m'intéressait intellectuellement. Mais sa conception théologique et celle du rôle des chrétiens ne me plaisaient pas. J'aimerais que le pape François ait un numéro : j'aime les traditions. C'est un homme sympathique, jovial, qui a des idées sociales très généreuses que j'approuve. Il est un peu trop de son temps. Il a des formes d'expression qui ne sont pas celles que je privilégierais. Il est un peu trop familier. Ce n'est pas le protestant que je suis qui souhaite que le pape soit pontifical mais il pourrait l'être un peu plus dans son comportement. Il est trop pasteur bienveillant et un peu exalté. Il faut des traditions, des formes. Pour moi, le pape idéal, c'était Jean-Paul II. Il avait le charisme, la force, le goût de la liturgie, du protocole

États d'âme

classique. En même temps, il était contemporain. Et il a joué un rôle très positif.

Quel est le meilleur conseil qu'on vous ait donné?

Hubert Beuve-Méry, fondateur du *Monde*, m'avait dit : « Vous êtes différent. Soyez vous-même. Persistez dans votre différence. »

Quelle est la date la plus importante dans votre vie?

Sans doute la date de mon mariage.

En 2012, vous disiez : « Le niveau des hommes politiques est aujourd'hui très inférieur à celui de leurs aînés, les personnalités qui s'engageaient alors faisaient partie des meilleurs de leur génération. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. » Diriez-vous la même chose aujourd'hui?

Bien entendu, je ne dis pas cela de tous les hommes politiques, je dis cela de la classe politique. Dans les années 1970 et 1980, il y avait, en France, une quinzaine d'hommes politiques de valeur. Aujourd'hui, il y a des personnages intéressants. Emmanuel Macron n'est pas quelqu'un de médiocre, c'est évident. Il n'est pas le seul. Mais, en moyenne, globalement, le niveau a évidemment baissé.

Pourquoi?

D'abord, parce que les formes modernes de la communication ont modifié les critères de succès ou d'échec. Ensuite, la France est un pays particulier dans lequel le pouvoir politique, en particulier exécutif, a toujours tenu un rôle plus important qu'ailleurs. Avant, la tradition était que les meilleurs éléments sortant des grands corps, des grandes écoles, considéraient qu'ils avaient une vocation politique naturelle. Aujourd'hui, les mêmes choisissent le secteur privé et non plus le service de l'État ou la politique.

Pour des raisons financières?

Parce qu'ils sont infiniment mieux payés, parce qu'ils sont infiniment mieux considérés et parce que, au bout du

Alain Duhamel

compte, ils sont infiniment plus libres. Aujourd'hui, pour faire de la politique, il faut accepter d'être insulté, regardé comme a priori quelqu'un de coupable – même si c'est la première fois que l'on se présente – et accepter d'avoir moins d'influence qu'avant : la marge réelle du politique a diminué. C'est à la fois moins séduisant, moins prestigieux, sauf pour ceux qui arrivent à être président, Premier ministre, ministre des Finances. Mais par principe, il n'y en a pas beaucoup.

Quel est votre regard sur Emmanuel Macron? Vous semblez avoir une sorte de prudente bienveillance...

D'abord, je dois dire que j'ai été un des premiers à dire non pas qu'il allait gagner, mais qu'on était dans une phase tellement nouvelle qu'on ne pouvait pas exclure qu'il puisse y arriver. J'étais persuadé que l'équilibre politique était complètement vermoulu. Ce qui m'a frappé, surtout, c'est son extraordinaire audace. Se lancer comme il l'a fait... Rationnellement, il n'avait pas de parti, n'avait jamais été élu, avait débuté en politique deux ans auparavant... Il n'avait aucune chance! Il a eu l'audace mais aussi l'intelligence. Je pense aussi qu'il en a l'envergure...

Ne se fait-il pas piéger par un humour léger, une familiarité faussement spontanée...

Je n'ai pas dit que c'était un homme sans défaut. Il est jeune. C'est un débutant, un amateur. Il commet des erreurs. Il n'est jamais vulgaire mais il lui arrive d'être plus familier que cela n'est utile. Il a le tutoiement facile, même si je reconnais que, dans sa génération, on se tutoie en public ou en privé infiniment plus facilement que dans ma génération. C'est une génération où tout le monde s'embrasse sans se connaître, tout le monde se tutoie. Cela m'amuse. Cela dit, c'est un homme d'autorité. C'est une chose qui me plaît. J'aime que les exécutifs décident. Encore que les

États d'âme

décisions soient bonnes évidemment. Et que les formules improvisées ne choquent pas trop!

Sa femme est très présente... Trop, peut-être?

Non. C'est une question de couple et non d'institutions. Constitutionnellement, le statut de première dame n'existe pas. Il a compris que ce serait impopulaire : on élit un président, pas un couple. C'est un couple atypique, original et fusionnel. Elle est associée à tout ce qu'il fait. Pour l'instant elle est populaire.

C'est un Européen convaincu dans un pays qui ne l'est pas...

Cela ne s'était pas produit depuis Mitterrand : c'est un Européen qui fait de l'Europe, réellement, un des points essentiels de sa campagne, de son programme et de son action.

Qu'est-ce qui explique cette méfiance des Français à l'égard de l'Europe?

Il y a un certain populisme en France qui correspond à quarante ans de crise. L'idée européenne a été très populaire jusqu'aux années 1980. Depuis, elle coupe la France en deux : la France qui va bien, très bien, qui est diplômée, est européenne. Les catégories populaires qui sont les victimes de la crise le sont de moins en moins. Mais personne ne veut quitter l'Europe ou l'euro.

Rencontrez-vous souvent Emmanuel Macron, comme ce fut le cas avec les autres présidents?

Non, je prends toujours mon temps. Si on veut avoir des relations saines avec les hommes politiques je pense, contrairement à d'autres, qu'il faut avoir des relations avec eux. Mais il ne faut pas donner le sentiment de se jeter à leur cou et de se précipiter.

Vous dites qu'en France, l'obsession du changement provient de l'angoisse du déclin. Mais le déclin est parfois bien réel.

Alain Duhamel

Oui, mais il y a une différence entre déclin et décadence. Déclin, c'est un moment; décadence, c'est une ligne, un horizon. Je combats l'idée de déclin car on confond cette idée avec celle de décadence. Il n'y a pas de décadence. Je suis très européen et je pense aussi que la France a une originalité et une influence durables. Quand le président est faible, la France a moins d'influence. Quand le président a de l'autorité et de la présence, la France retrouve vite un rôle. Il ne faut pas confondre l'influence et la puissance. La France n'est plus une puissance mais elle devrait avoir plus d'influence qu'elle n'en a aujourd'hui.

Vous n'aimez pas les « déclinistes » ni les nationalistes...

Le nationalisme, c'est la régression intellectuelle. Les nationalistes sont des gens malheureux, enrégimentés par des gens bornés.

Comment expliquez-vous qu'ils se réveillent partout?

Au cours des deux derniers siècles, il y a eu plusieurs réveils nationalistes. Nous traversons une crise qu'on a mal traitée. Il y a eu des troubles psychologiques : les gens ont le sentiment que la France n'est plus la France, qu'on ne sait pas où l'on va. On est théoriquement en sortie de crise. Mais entre cette sortie de crise et le moment où la situation des Français moyens s'améliore de façon perceptible et quotidienne, il y a un délai.

Il y a un débat en Belgique sur la réduction du temps de travail. Les Français ont été des pionniers en la matière...

Dans des pays comme la France ou la Belgique, il n'y a pratiquement plus d'amélioration de la productivité. Si on veut qu'il y ait une croissance convenable dont les effets soient répartis dans la population, il faut maintenir la durée actuelle du temps de travail et améliorer la qualification. De même, il est impossible de maintenir l'âge de la retraite alors que l'espérance de vie progresse sensiblement.

États d'âme

C'est absurde. Il ne faut pas ignorer ces facteurs matériels. En France, depuis une dizaine d'années, le taux d'emploi augmente. Une des choses les plus populaires que Sarkozy ait faites, c'est de défiscaliser les heures supplémentaires. Il y a une demande de travail et d'amélioration du niveau de vie, dix fois plus qu'une demande de réduction du temps de travail. Ceux qui demandent cela sont des utopistes.

Philippe Maystadt

« Après la mort, il n’y a rien. C’est cela qui me rend serein »

PHILIPPE MAYSTADT

Homme politique belge, ministre d’État,
président honoraire de la Banque européenne d’investissement

Né le 14 mars 1948 à Verviers – Décédé le 7 décembre 2017

Philippe Maystadt a été un pilier de la politique économique belge et européenne. À vingt-deux ans, il cumule les titres de docteur en droit et de licencié en sciences économiques. Plus tard, il trouve le temps de décrocher une candidature en philosophie et lettres et un Master of Arts en administration publique de la Claremont Graduate University, à Claremont (Los Angeles).

Sa carrière politique démarre en 1974. Il détient des portefeuilles ministériels dans plusieurs gouvernements et de 1988 à 1998, occupe le poste de ministre des Finances. Il est reconnu pour avoir mis en place plusieurs innovations majeures au sein de l’administration du Trésor, lancé les obligations linéaires (OLO) et drainé l’épargne des particuliers grâce aux dix-huit « emprunts Philippe ». En 1990, dans le contexte d’unification européenne, il arrime le franc belge au mark allemand en tandem avec le gouverneur de la Banque nationale. De mars 2000 à décembre 2011, il préside la Banque européenne d’investissement (BEI).

Il exerce des charges de cours dans différentes universités belges et à Claremont (USA). De 2014 à 2017, il préside le conseil d’administration de l’Académie de recherche et d’enseignement supérieur qui chapeaute l’enseignement supérieur francophone (ARES) et de 2015 à 2017, préside le Centre international de formation européenne (CIFE).

États d'âme

Avec une implacable lucidité, un courage exemplaire, une belle sérénité, Philippe Maystadt a fait face durant plusieurs mois à une maladie respiratoire incurable. Au moment de cet entretien, il savait son temps compté. Il avait conservé toutefois une remarquable vivacité d'esprit. Il est décédé peu de temps après cette rencontre.

Au cours de sa longue carrière politique, Philippe Maystadt a souvent été sollicité par ses pairs et par les journalistes : sa pédagogie est légendaire. En quelques phrases, il peut vous faire comprendre une notion économique complexe, un enjeu inextricable. Il peut vous expliquer ce qu'est un budget, un solde primaire, comment fonctionne l'Entité 1, etc. J'en ai bénéficié.

Tout jeune journaliste, débarqué de ma province à la rédaction politique de *La Libre*, mon chef de service, Guy Daloze, m'avait dit : « Tu prendras en charge le budget et les partis flamands. » Mon nom et mes quelques connaissances en néerlandais me prédestinaient à suivre la Flandre dans une rédaction où nous n'étions pas nombreux à manier la langue de Vondel. Quant au budget... je n'y comprenais rien. Rien. Un jour, au retour d'une conférence de presse, j'avais titré en une de *La Libre* : « Le déficit budgétaire sera de 500 millions de francs. »

Petite erreur : c'était 500 milliards ! Le lendemain, à la revue de presse, le journaliste s'en donna à cœur joie : *La Libre* avait donc trouvé l'astuce pour réduire le déficit de 499,5 milliards. De multiples rencontres avec Philippe Maystadt, ministre du Budget, et son porte-parole Léon Vivier, m'aident à comprendre, un peu, ce qu'était un budget.

LUI PARLER, C'ÉTAIT APPRENDRE

Philippe Maystadt a conservé très longtemps sa tête de jeune premier, son physique de gendre idéal, sa dégaine de

Philippe Maystadt

vrai gentil. Dans une négociation, il pouvait toutefois se montrer impitoyable. Car il avait cette force que ses collègues n'avaient pas toujours : une connaissance parfaite des dossiers. Des siens et ceux des autres. Après le Budget, il passa aux Finances et s'adapta sans problème à un monde assez rigide. Les réformes dans la gestion de la dette provoquèrent des grincements dans les conseils d'administration bancaires où il ne se fit pas que des amis.

Discret, parfois secret, il a toujours été très populaire dans sa région de Charleroi, même sans y exercer de mandat local. C'est grâce ou à cause de cette popularité que son parti, le PSC, le força à devenir président. Il accepta contraint et forcé. Ce n'était pas sa tasse de thé. En revanche, on le vit prendre avec bonheur, hauteur, la tête de la Banque européenne d'investissement, un mandat, fait inédit, qu'il conserva pendant onze ans. De retour en terres belges, il s'intéressa à ses passions : l'enseignement, le développement durable.

Lui parler, c'était apprendre. L'écouter, c'était comprendre. Il y a toujours eu dans ses yeux, une étincelle, une envie d'expliquer, une bienveillance si rare en politique. C'est en vain que l'on cherche les Maystadt d'aujourd'hui et de demain : des hommes d'État qui restent proches des citoyens.



Quand êtes-vous né, dans quelle famille avez-vous grandi?

Je suis né à Verviers, en 1948. Mon père était ingénieur industriel et, suite à ses changements professionnels, nous avons déménagé à Couvin puis à Farciennes : c'est là que j'ai passé mon enfance et mon adolescence.

Comment s'est déroulée votre scolarité?

Les primaires à Farciennes, les humanités à Charleroi, le droit et l'économie à Namur puis à Leuven, l'administration publique à Los Angeles. En sciences économiques, j'ai

États d'âme

réussi les examens mais je n'ai pas eu le temps de faire le mémoire. Car j'ai directement été engagé comme assistant à la faculté de droit. J'avais énormément de travail, mes professeurs – MM. de Visscher et Cambier – étaient excellents mais très exigeants.

Vous auriez pu poursuivre une carrière académique. Pourquoi avoir choisi la politique?

Par hasard. C'est grâce à Jean-Jacques Viseur : nous nous étions connus à l'Université de Namur. Il était entré au cabinet d'Alfred Califice, ministre de l'Emploi. Califice est devenu en outre le Premier ministre des Affaires wallonnes lors de la « régionalisation préparatoire ». Je rentrais à ce moment à l'UCL après mon master aux États-Unis. Jean-Jacques a suggéré mon nom. Lors d'une première réunion du cabinet, le ministre a demandé qui pouvait prendre en charge le budget des Affaires wallonnes : cela n'existait pas. Personne ne s'est proposé. Timidement, j'ai levé la main, en rougissant. C'était un défi : on parlait de rien. Cela m'a donné l'occasion de voir souvent le ministre.

Le PSC¹ était-il le parti de votre cœur?

J'étais critique à l'égard du PSC que je ne trouvais pas assez wallon. Alfred Califice m'a dit : au lieu de critiquer de l'extérieur, viens le dire à l'intérieur. Il s'est arrangé pour que, lors d'un congrès, je puisse monter à la tribune. Votre journal a écrit que j'avais confondu avec la tribune du Mouvement populaire wallon. C'est comme cela que tout a démarré.

À refaire?

Je n'ai jamais regretté mon choix. Mais j'ai eu beaucoup de chance. Je suis toujours resté dans le même domaine : j'ai été ministre de la Politique scientifique – un de mes

1. PSC : Parti social-chrétien. Parti francophone devenu depuis le CDH (Centre démocrate humaniste).

Philippe Maystadt

meilleurs souvenirs – puis du Budget, des Affaires économiques et, enfin, des Finances. C'est cohérent et je le dois à Gérard Deprez alors président du parti.

Vous citez, dans votre dernier livre², une phrase très juste d'Alain Touraine : « Nous avons trop cru à la politique et à présent, nous n'y croyons plus assez... »

C'est plus difficile aujourd'hui. Je suis plein d'indulgence pour les gouvernants actuels. À cause d'une série d'évolutions. Il y a cette immédiateté à laquelle poussent les réseaux sociaux. C'est effrayant. Il faut réagir dans l'heure sur des questions complexes, en 140 signes. Je leur dis, dans mon livre : s'il vous plaît, décélérez ! Les gouvernants doivent aussi faire face au déclinisme : les gens ont l'impression que cela va moins bien qu'avant. Les chiffres disent pourtant le contraire : le pouvoir d'achat moyen est plus élevé qu'il y a vingt ans.

Quelles sont les réalisations dont vous êtes le plus fier ?

Au niveau belge, j'ai modifié la gestion de la dette et de la trésorerie. Avant, l'État était à la merci d'un « cartel des banques » qui fixait le taux d'intérêt auquel l'État empruntait. J'ai instauré une concurrence en lançant des appels d'offres ouverts aussi aux banques étrangères. Le coût de la dette a sensiblement diminué. Au plan européen, je citerai la contribution que j'ai apportée à la négociation du traité de Maastricht. Même si le résultat est imparfait, je pense qu'à quelques-uns – Jacques Delors, Jean-Claude Juncker, Pierre Bérégovoy – nous avons fait œuvre utile. Plus tard, comme président de la Banque européenne d'investissement (BEI), j'ai fait en sorte que cette banque soit vraiment au service des politiques européennes. C'est un très bel instrument financier, très solide, mais qui était un peu

2. *Des lieux et des moments. Comment on décide en politique*, Bruxelles, éditions avant-propos, 2017.

États d'âme

enfermé dans sa tour d'ivoire. Nous avons construit des collaborations qui ont abouti à ce qu'il y ait une gestion commune de fonds qui mêlaient des budgets européens et des prêts de la BEI, notamment pour la recherche.

Vous citez deux réformes que vous regrettez de ne pas avoir fait aboutir : la vignette autoroutière et l'égalité entre les pensions du secteur public et privé...

J'avais demandé à Robert Maldague, commissaire au Plan, et Grégoire Brouhns, mon chef de cabinet, de me proposer des économies politiquement possibles et socialement acceptables. Elles ont pratiquement toutes été acceptées. Sauf quelques-unes. La vente de la Sabena³ : à l'époque on pouvait pourtant la vendre à un très bon prix. Mais le Palais⁴ s'y est opposé. En matière de pension, j'avais proposé que les nouveaux venus dans la fonction publique bénéficient du système en vigueur dans le secteur privé : calculé sur l'ensemble de la carrière et non sur les cinq dernières années. Guy Spitaels⁵ s'y est opposé sous prétexte que la mesure ne donnerait des résultats, au mieux, que dans trente ans. C'est maintenant... C'est aussi Guy Spitaels qui s'est opposé à la vignette autoroutière, qu'il jugeait antieuropéenne. J'avais aussi proposé de taxer les revenus locatifs réels nets, après déduction des charges prouvées par factures. Cela avait l'avantage de ne plus taxer la maison d'habitation mais de taxer davantage les multi-propriétaires qui touchent des loyers parfois très élevés et

3. Sabena, acronyme pour Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne. Fondée en 1923, elle était l'une des plus anciennes compagnies d'aviation. Elle a été déclarée en faillite en 2001.

4. Le Palais royal, à l'époque le Roi Baudouin. Selon la Constitution belge, le roi règne mais ne gouverne pas. Toutefois, il exerce un pouvoir d'influence.

5. Alors président du PS, Parti socialiste, le plus grand parti dans la partie francophone du pays.

Philippe Maystadt

payent très peu d'impôts. C'est au sein du PSC-CVP⁶ que l'on s'y est opposé.

Vous érigez en monument national le compromis à la belge qui a servi dans notre pays mais aussi au niveau européen. Mais, en son nom, n'a-t-on pas enfanté une indescriptible complexité institutionnelle qui, peut-être, éloigne les Belges de la politique parce qu'ils n'y comprennent plus rien ?

Vous avez raison. Les compromis trop complexes sont difficilement compréhensibles pour les citoyens. En outre, ils entraînent des lourdeurs, des lenteurs dans la décision. La délimitation des compétences laisse la place à des chevauchements. Mais pouvait-on trouver des solutions à des crises politiques sans passer par des compromis aussi compliqués ? J'en doute. Il faudrait simplifier en supprimant certaines couches de la lasagne institutionnelle.

Autre handicap : il n'y a pas, en Belgique, de hiérarchie des normes...

Depuis le début, c'est une faiblesse de notre système. La hiérarchie des normes, cela ne signifie pas que l'État fédéral peut aller à l'encontre de toute décision d'une région. Cela veut dire que quand il s'agit de compétences partagées, c'est la norme fédérale qui l'emporte en cas de conflit. Cela existe dans la plupart des États fédéraux. La Cour constitutionnelle est là pour empêcher les abus.

Vous proposez de dilater la démocratie vers le haut et vers le bas... Pouvez-vous expliquer ?

Vers le haut, c'est-à-dire vers l'Europe. Il y a quelques domaines clés où il faut donner davantage de compétences au niveau européen tout en renforçant le contrôle démocratique des institutions. Le moment est venu de mettre en place une défense commune européenne. Ensuite, je pense à certains aspects de la fiscalité, en particulier

6. Le Parti social-chrétien et son homologue néerlandophone.

États d'âme

l'harmonisation de la base imposable à l'impôt des sociétés. Dans le domaine du commerce international, il faudrait exiger le respect d'un socle minimum de normes sociales et environnementales. J'ajoute la lutte contre le terrorisme : la coordination de la lutte serait mieux assurée si nous avions l'équivalent d'un FBI européen.

L'Europe ne doit-elle pas délaisser certaines compétences?

Oui, je le pense. Il faudrait ramener d'autres questions vers le niveau national ou régional. L'Union européenne s'occupe de trop de choses : la courbure des concombres est l'exemple caricatural.

Vous proposez aussi de « dilater la démocratie » vers le bas, c'est-à-dire vers les citoyens...

C'est une nécessité. Les réseaux sociaux ont l'inconvénient de pousser à l'immédiateté. D'un autre côté, ils sont un formidable outil pour permettre un dialogue avec les citoyens. Ceux-ci sont appelés à voter tous les quatre ou cinq ans. Entre-temps, ils reçoivent un flot continu d'informations. Ils ont parfois envie de réagir et ont l'impression que l'on ne tient pas compte de leur avis. Je reste partisan de la démocratie représentative. Mais il faut développer des méthodes qui permettent aux citoyens d'exprimer leurs opinions, de se faire entendre, d'amener les représentants à mieux percevoir les attentes et à mieux tenir compte d'un certain nombre d'éléments venant directement du terrain. Le Parlement wallon a pris des initiatives dans ce sens. Je les soutiens. Des panels de citoyens tirés au sort peuvent réfléchir ensemble sur des questions régionales. Quand il y a un projet de décret wallon, les citoyens peuvent réagir en ligne directement et être entendus par la commission compétente. Quant aux consultations populaires, j'y suis favorable au niveau local mais plus réservé au niveau national. Car, comme on l'a vu avec le Brexit, le

Philippe Maystadt

référendum devient le joujou de populistes qui entraînent une majorité de citoyens à voter sur la base de slogans simplistes et mensongers.

Jusqu'où faut-il aller dans la moralisation de la vie politique ?

Si le monde politique veut retrouver une crédibilité et tuer l'idée des « tous pourris » qui fait le jeu des « dégagistes », il faut aller au bout des réformes.

Vous citez, dans votre livre, cette jolie phrase d'Apollinaire : « Il est grand temps de rallumer les étoiles. » Quelle signification lui donnez-vous ?

Cela signifie qu'il faut redonner de l'espoir aux gens. Les populistes jouent sur la nostalgie du passé, sur le fait que « c'était mieux avant ». Pour contrer cela, il faut donner une vision d'espoir et montrer que la lumière est devant. C'est ce qu'a fait Emmanuel Macron, même si j'ai des réserves sur certains points de son programme. Mais il tient un discours optimiste.

Il faudrait un Macron en Belgique ?

On a besoin d'une alternative politique mais elle ne s'incarne pas nécessairement dans un homme. Face à la montée des extrêmes, la social-démocratie doit se remettre sérieusement en question. Nous avons été un peu aveugles par rapport aux conséquences de certaines évolutions. Le monde change : la globalisation, la révolution numérique, le déclin de l'emploi industriel, l'affaiblissement relatif des classes moyennes, la croissance des inégalités. Les partis traditionnels de centre gauche ont sous-estimé l'impact de ces évolutions. Ils n'ont pas vu combien les frustrations montaient dans la population. Le moment est venu de renouveler la pensée politique.

Concrètement... ?

On a besoin d'une social-démocratie qui décide, très clairement, d'affronter certains problèmes. Il faut être plus

États d'âme

ferme dans la lutte contre le terrorisme et pour la sécurité. Il faut accepter de prendre des mesures non traditionnelles pour une meilleure sécurité, tout en préservant les libertés. Il faut être plus ferme dans la volonté de réduire les inégalités et dans les positions qu'on défend sur le plan international : on peut être pour le libre-échange mais exiger aussi le respect d'un socle minimum de normes sociales et environnementales. Il faut une alternative politique qui réponde plus directement aux inquiétudes des citoyens. Sinon, ils se tournent vers les extrêmes.

De quoi rêvez-vous, en fait ?

Je ne m'inscris pas dans les soubresauts du court terme. Je continue à rêver d'une grande force sociale-démocrate qui regrouperait la partie moderne et non corrompue du PS, la partie progressiste du CDH et de Défi et la partie raisonnable d'Écolo. Cela peut prendre la forme d'une sorte de programme commun, même si chacun reste provisoirement dans son parti. Sur quelques questions essentielles (la lutte contre les inégalités, une formation plus poussée pour le plus grand nombre, l'accès au logement et aux soins de santé, le financement de la protection sociale, la transition énergétique, une conception plus équilibrée du libre-échange), un programme commun devrait être possible entre ces groupes de personnes.

Emmanuel Macron a rassemblé des forces ET de gauche ET de droite.

Même si le clivage gauche-droite n'est pas le seul à structurer la vie politique, il conserve néanmoins une signification. Vous verrez qu'il ne tardera pas à réapparaître au sein de La République en marche. La droite est conservatrice et défend les bien nantis ; la gauche est pour le changement vers plus de justice sociale. Je rêve donc d'une force sociale-démocrate qui reste de gauche mais qui abandonne

Philippe Maystadt

les pratiques du passé, qui encourage l'entrepreneuriat et l'innovation, qui propose une vision d'avenir.

Quelles sont les personnalités qui vous ont marqué au cours de votre carrière?

En politique belge, c'est Jean-Luc Dehaene⁷. Il connaissait souvent le dossier mieux que le ministre qui le présentait. Il était très actif dans la recherche d'un consensus. Au niveau européen, je citerai Jacques Delors. Il combinait, fait rare, une très grande compétence technique avec une vision à long terme.

Comment vous êtes-vous ressourcé tout au long de cette carrière?

En prenant du temps pour continuer à lire. Et je peux le dire aujourd'hui : c'est grâce à Paul Vanden Boeynants⁸! J'ai été nommé au milieu d'une législature, secrétaire d'État à la région wallonne. J'avais été surpris quand VDB m'a appelé. Je me suis lancé à corps perdu dans cette fonction. Mes compétences étaient énormes : l'économie régionale, l'aménagement du territoire, la chasse, la pêche... Beaucoup d'entreprises étaient en difficulté et l'on croyait que l'État pouvait intervenir partout. Je dormais très peu, je prenais à cœur les drames des familles. Une crise gouvernementale a suivi ; VDB ne m'a pas repris dans le nouveau gouvernement. Je me suis rendu compte que, pendant un an, je n'avais plus lu un livre, ni assisté à une pièce de théâtre ou à un concert. Je me suis dit : plus jamais! Si je redeviens ministre, je m'imposerai de garder du temps pour lire et me ressourcer. Ce que j'ai fait.

Quel est le sens de la vie?

7. Ancien Premier ministre belge, membre du CVP (parti social-chrétien flamand).

8. Ancien premier ministre belge. Il était membre du PSC, comme Philippe Maystadt, mais les deux hommes appartenaient à des courants différents au sein du parti.

États d'âme

J'ai longtemps refoulé cette question. Mais à un moment donné, on n'y échappe pas. Dans ses méditations, Descartes dit qu'il a vécu très longtemps en tenant pour vrai ce qui se confond avec son éducation. Mais, dit-il, arrive un moment où l'on remet en question ce qui paraissait une évidence. Cela m'est arrivé. J'ai été confronté à la question de l'acte de foi. Quand la question du sens surgit, ce n'est pas la raison qui donne la réponse. Les progrès de la science ont permis de répondre à certaines questions. Mais la science ne permet pas de dire si Dieu existe ou non.

Votre réponse ?

Dans leur beau livre *L'Urgence humaniste*, Éric de Beukelaer et Baudouin Decharneux⁹ distinguent trois attitudes fondamentales. Le croyant croit à un sens ultime de la réalité. L'athée croit au non-sens ultime de la réalité. L'agnostique suspend son acte de foi. Je suis devenu agnostique. Ce qui ne veut pas dire que je ne crois en rien.

Donc vous croyez en...

En un certain nombre de valeurs morales inspirées de la tradition chrétienne et des Lumières. Je reconnais l'immense apport de la religion chrétienne et le rôle pacificateur qu'elle peut jouer aujourd'hui. Je suis fasciné par une personnalité comme le pape François.

Mais je ne peux plus dire qu'il y a un Être suprême, fondateur. Cela dit, entre ces trois attitudes fondamentales, croyant, athée, agnostique, la ligne de démarcation n'est pas étanche. Il y a plus d'un athée qui est en quête de sens. Il y a plus d'un croyant qui doute quand il voit le non-sens

9. *L'Urgence humaniste*, Les Lilas, éditions de la Renaissance, 2017. Éric de Beukelaer est prêtre catholique, Vicaire général à l'évêché de Liège et chroniqueur pour différents médias. Baudouin Decharneux est philosophe et historien des religions, professeur émérite à l'ULB et franc-maçon.

Philippe Maystadt

de certaines souffrances. Et l'agnostique peut avoir des actes de foi partiels. Finalement, je crois que chacun fait comme il peut. Chacun cherche son cap, essaie d'ajuster ses voiles.

Vous dites, dans votre livre, que la maladie progresse inexorablement. Où en êtes-vous dans votre combat ?

J'en ai parlé parce que je ne puis plus le cacher. Je suis atteint d'une maladie respiratoire rare. Les médecins ont été clairs : il n'y a aucun espoir de guérison, il n'y a aucun traitement efficace dans mon cas. Mais je suis déjà au-delà de ce qu'on m'avait prédit comme temps de vie. Pour moi, chaque jour est du bonus.

Comment vivez-vous ce temps ?

La première chose que j'ai découverte est que je ne suis pas le seul. D'autres souffrent bien plus que moi. On ne se sent pas isolé. On se retrouve dans une humanité partagée. Ensuite, il faut mobiliser toutes ses ressources pour éviter d'ajouter de l'exaspération, de la révolte qui ne feraient qu'aggraver le mal. Il faut affronter la maladie avec sérénité. Le meilleur moyen, c'est de s'ouvrir davantage aux autres. Je suis très reconnaissant à quelques amis avec qui je parle longuement. Dans *La Pesanteur et la grâce*, Simone Weil décrit les rouages de la souffrance. Elle explique que, parfois, la souffrance la rendait méchante, elle renvoyait vers les autres une peine qu'elle ne pouvait plus assumer. Et elle explique avec lucidité que le moyen de déjouer ce piège, c'est d'ouvrir davantage son esprit et son cœur aux autres.

Vous continuez à écrire...

J'ai cette chance. La maladie m'a obligé à réduire fortement mes activités extérieures. Je n'ai conservé que la présidence de l'Ares (Académie de recherche et d'enseignement supérieur). Cela me laisse le temps de lire, d'écrire,

États d'âme

de méditer. Mon médecin, un ami, me conseille de bouger pour freiner la progression de la maladie. Je marche très lentement puisque je suis tout de suite à bout de souffle. J'ai découvert ce que le zen appelle le *kinhin* : c'est une marche méditative qui consiste à se concentrer sur chaque pas. Chaque pas compte. Ainsi, je bannis la hâte mais aussi la paresse. Et cela, dans la marche et dans la réflexion.

Qu'y a-t-il après la mort ?

Rien. Et c'est cela qui me rend serein. Je n'ai pas peur de ce qui peut advenir après. Cela me rassure. « Tu es poussière et tu retourneras en poussière. » Entre les deux, j'ai eu la chance d'avoir une vie bien remplie, de connaître des moments exceptionnels, de découvrir la beauté du monde et, je l'espère, d'avoir été un peu utile.

Quelle trace laisserez-vous ?

Cela ne me préoccupe pas.

Khadja Nin

« L'humanité recule au profit des luttes de pouvoir »

KHADJA NIN

Chanteuse

Née le 27 juin 1959 au Burundi

De son vrai nom Jeanine Ntiruwama, elle est la fille d'un ancien ministre de l'Intérieur burundais sous le règne du roi Mwambutsa IV. Elle est petite et assez menue et tout le monde l'appelle « Ka Jeanine », la petite Jeanine, surnom qu'elle utilisera comme nom d'artiste en l'épelant « Khadja Nin ».

Elle forme un groupe musical en 1973 puis part à Kinshasa en 1975 pour ses études. En 1980, elle quitte l'Afrique pour Paris puis pour la Belgique, avec son fils et son mari.

Son premier album, chanté en swahili, sort en 1992. Mais c'est *Sambolera mali*, un titre de son second album *Ya Pili*, sorti en 1995, qui devient un tube et la fait connaître en France.

Jeanne Moreau réalisera le clip de la chanson *Mama*, où elle évoque sa mère, sur son quatrième album *Ya*. En janvier 2000, elle chante au Palais omnisports de Paris-Bercy avec Sting et Cheb Mami.

Elle se remarie en 2006 avec le pilote automobile belge Jacky Ickx. Ils partagent leur vie entre la Belgique, Monaco et l'Afrique. Ils soutiennent divers projets en Afrique.

En 2018, elle est membre du jury au festival de Cannes, sous la présidence de Cate Blanchett.

Il est 18 heures, ce vendredi soir de janvier. Agrippés à leur volant, les automobilistes, concentrés, avancent au pas sur l'avenue Louise à Bruxelles.

Je sonne. « Montez, c'est au sixième. » Sur le palier, un vestige égyptien. La porte est déjà ouverte. Je fais trois pas. Je suis happé par l'ambiance de cet appartement troublant,

États d'âme

divinement serein, sobrement sombre, d'un gris grisant ; les bougies, partout, font danser les murs et les multiples objets du monde, d'Afrique et d'ailleurs. D'un côté, un foyer occupe tout un mur ; en face, une autre lumière irradie la pièce : un immense portrait de Gandhi. Par la fenêtre, on voit les voitures qui avancent en silence. D'ici, le ballet est lumineux, presque féérique.

On m'a prévenu : « C'est une princesse. » Khadja Nin, chanteuse burundaise, arrive sans bruit, nu-pieds, dans un habit bleu d'Afrique, le visage surmonté d'un turban qui met en valeur ses traits fins, sa peau mate. Un fin collier d'or, où pend une croix, enserre son cou. Elle dit : « Je suis fatiguée, cernée, j'ai peu dormi ces quatre derniers jours, je rentre de Côte d'Ivoire où j'ai conduit une mission humanitaire. » Je cherche, en vain, les rides, les traces de fatigue sur ce visage parfait qui me sourit.

Nous cherchons un point de lumière pour les photos. Dans un coin de la cuisine, discrète, une photo en noir et blanc retient le regard : on y voit Khadja Nin avec Nelson Mandela et Caroline de Monaco. Caroline, c'est sa jumelle de cœur, son amie inséparable.

Khadja Nin et son mari, Jacky Ickx (le gentleman des circuits, le roi des 24 heures du Mans, le maître du Paris-Dakar), partagent leur temps entre Bruxelles, Monaco et ce petit village d'Afrique où ils vivent simplement, une partie de l'année, au rythme des habitants. Le reste du temps, ils voyagent, multiplient les actions humanitaires, les démarches caritatives. Un couple discret et phare en même temps. Les voir ensemble, c'est une évidence.

Au printemps dernier, elle a porté toute l'Afrique sur ses épaules au jury du festival de Cannes. L'Afrique coule dans ses veines. Quand elle en parle, son visage s'anime, ses yeux s'embuent, ses mains, que prolongent de longs doigts et des